



REVUE DES LIVRES

Recension d'ouvrages en économie sous forme de :

- Notes de lecture
- Présentations synthétiques
- Lectures critiques.

Les recensions font l'objet d'une évaluation par un comité de lecture

Les textes ne doivent pas dépasser cinq pages

Grigori LAZAREV, *Les politiques agraires au Maroc 1956-2006. Un témoignage engagé*, Editions Economie critique, Rabat, 2012, 227 pages.

Par Mohamed Ait Kadi

Membre de l'Académie Hassan II des Sciences et Techniques

Grigori Lazarev a réussi dans ce livre (*) non seulement à exposer clairement l'essentiel d'une vie de travail et d'engagement en faveur du développement agricole et rural dans notre pays, mais aussi à transmettre d'une façon lumineuse un savoir et une expérience immenses ainsi qu'une réflexion de fond sur le sujet. Il énonce une « théorie du changement » qui insiste sur l'importance du contexte historique : le stade de développement où se trouve le pays influe sur la direction qu'il peut prendre en matière de développement agricole et rural. Il montre que les réformes doivent être mises en place de façon pragmatique, en s'attachant à ce qui peut être fait concrètement plutôt qu'à ce qu'il faudrait faire dans un monde idéal. Il montre aussi que le rythme du changement est fonction de facteurs sociaux et politiques, et des réformes radicales ne sont pas toujours possibles. Il importe d'agir dans des domaines où des opportunités se présentent; chaque initiative prise peut faire progresser le changement si elle est correctement conçue. Mais le changement doit être le résultat d'un processus auquel participent les acteurs en tant que citoyens et en tant qu'opérateurs susceptibles de prendre des initiatives, de formuler des projets et de les réaliser. En quelque sorte, il doit devenir un « fait de société » dont l'Etat, en tant que représentation du corps collectif de la nation, donne les orientations et que son administration soutient là où elle le peut et là où elle le doit. Ces grands enseignements, ainsi que les analyses détaillées et les nombreux exemples qui figurent tout au long du livre en font véritablement un ouvrage de référence.

Oui, ce livre est un itinéraire de vie, une vie dont de nombreuses périodes ont croisé des moments importants de l'histoire agraire du Maroc. Cet itinéraire est aussi celui d'une longue amitié avec notre pays, celui d'un intérêt profond pour ses hommes et pour ses territoires. Les circonstances ont amené l'auteur à être un observateur des politiques agraires qui ont, au cours de cinq décennies, façonné l'agriculture et le monde rural du Maroc d'aujourd'hui. Mais elles l'ont, aussi, souvent amené à être un témoin engagé dans les événements, les réflexions et les processus qui ont orienté son évolution.

Le livre qu'il nous propose prend sa propre expérience comme fil conducteur mais il n'est pas, pour autant, un essai biographique. Les étapes de sa vie, qui donnent leur sens à la succession des chapitres, sont en effet un prétexte pour nous restituer le contexte historique des politiques agraires qu'il a rencontrées. En un sens, ce livre apparaît plus comme un exercice de mémoire collective que comme un souvenir de vie. Grigori nous le dit bien dans son introduction, il a en effet souhaité partager le capital de son passé avec les générations plus jeunes qui ne connaissent souvent pas les efforts, les problèmes et les réussites qui ont jalonné le difficile chemin de la transformation du monde rural marocain. Grigori m'a souvent dit que ce chemin de mémoire, il le faisait surtout pour payer sa dette envers un pays qui lui avait apporté la plus grande richesse de son parcours personnel et professionnel.

Les lecteurs liront avec intérêt ce qu'il nous rapporte sur des moments oubliés ou peu connus de l'histoire agraire de notre pays, souvent en y apportant l'éclairage de l'expérience vécue. Avec lui, on revivra les derniers moments du Protectorat et les premiers pas des politiques agraires de l'Indépendance. On sera entraîné dans son évocation des débats de l'époque sur la question agraire et dans celle de la genèse du premier Plan Quinquennal. On le suivra dans ce qu'il nous rapporte de la grande aventure de l'Office National des Irrigations puis de celle qu'il a vécue avec le fameux Projet Sebou. Ses fonctions auprès de la FAO le conduisirent, plus tard, à un engagement dans plusieurs grands projets qui ont marqué des changements importants dans les approches du développement agraire de notre pays.

La dernière partie de son livre me touche plus particulièrement car nous l'avons vécue ensemble depuis 1998. Notre collaboration commença dans le contexte, novateur pour la Maroc, de l'alternance démocratique. Celle-ci fut le point de départ d'un processus de changement qui trouve aujourd'hui une incontestable affirmation dans les réformes constitutionnelles dont SM le Roi Mohammed VI a pris l'initiative.

L'alternance fut marquée, par le lancement d'une réflexion sur le devenir possible du monde rural, si longtemps marginalisé dans une économie pourtant largement dominée par l'activité agricole. Ce fut le temps de la *Stratégie 2020 de développement Rural* dont le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural en confia la responsabilité au Conseil Général du Développement Agricole. J'eus le privilège d'être assisté par une petite équipe d'hommes d'expérience et d'indépendance d'esprit dont Grigori fut l'un des pivots. Notre travail s'acheva lorsqu'il fut présenté, en juillet 2000, au Colloque national de l'Agriculture qui fut l'occasion d'une rencontre exceptionnelle de personnalités de la profession, d'élus et de cadres de l'administration de l'agriculture.

Je ne résiste pas au souvenir d'un rappel tant ce que nous avançons alors demeure d'actualité. Les politiques proposées pour le développement rural impliquaient une démarche nouvelle pour le Maroc et, en particulier, celle d'une mise en cohérence "horizontale" des programmes sectoriels, alors conçus et gérés à partir du centre. Un cadre territorial multidimensionnel était mis en avant comme la structure d'accueil la plus adaptée pour mettre en œuvre cette transversalité.

La *Stratégie 2020* donnait également une importance cardinale aux approches qui favorisaient la responsabilisation des acteurs et leur implication, par la "participation", dans les processus de programmation, de décision et d'exécution des actions de développement. Elle prônait de nouveaux types de rapports entre les administrations et les autres acteurs du développement, principalement en instaurant des formules de partenariat, un changement profond dans les pratiques de l'État. La mise en pratique effective du concept d'intégration et d'adaptation des politiques selon la différenciation des situations locales était recommandée comme une expérience novatrice, en rupture avec l'expérience passée. Mais ce qui apparaissait comme le plus nouveau et le plus immédiatement perceptible pour les acteurs et l'opinion publique, tenait à la manifestation concrète de deux changements de méthode, l'un concernant les méthodes de travail de l'administration, l'autre, la reconnaissance, par l'action, du rôle déterminant des hommes dans la mise en œuvre des politiques de développement rural.

L'administration avait, jusqu'alors, été le principal acteur des politiques de développement. Pour que quelque chose change, il fallait d'abord qu'elle apprenne à changer. Ceci signifiait beaucoup plus qu'une refonte des programmes, mais bien d'une réelle réforme des mentalités. Pour cela, la condition première, pour la *Stratégie*, était de développer chez les cadres de l'administration de nouvelles aptitudes pour comprendre la nécessité et les voies du changement et pour en devenir des agents actifs. Parmi les premières exigences, figurait, l'affirmation d'une continuité des politiques. Le développement rural est un processus de longue durée, il était donc essentiel que les politiques qui l'accompagnent aient une même continuité. Il était également indispensable de confronter ces politiques à leurs résultats, de les évaluer en permanence et d'en débattre avec les intéressés. Le discours devait être vérifié par l'action.

Le deuxième changement, concernait la reconnaissance du rôle déterminant des hommes dans la mise en œuvre des politiques de développement rural. L'État devait apprendre à leur reconnaître la qualité d'acteurs du développement, et donc, par là même, une pleine capacité à exercer une responsabilité dans le développement, une capacité à prendre des décisions. Pour y parvenir et combler les déficits d'expérience, il fallait agir - et sans attendre - dans les domaines qui avaient le plus contribué à la marginalisation des ruraux en tant que "décideurs responsables", le domaine de *l'information*, le domaine de la *formation*. Là aussi, l'acquisition d'une aptitude au changement était indispensable.

La Stratégie 2020 de Développement Rural constitue aujourd'hui un fondement historique du Pilier II du Plan Maroc Vert. Ce Plan, lancé en 2008, réaffirme l'importance stratégique de l'agriculture pour le développement économique et social du pays et il se propose

d'être l'instrument d'une nouvelle dynamique d'engagement et d'action, tournée vers les acteurs et opérateurs. Il a pour objectif le développement d'une agriculture plurielle, ouverte sur les marchés extérieurs, territorialement diversifiée et durable, et accompagnée d'une forte mobilisation des capitaux privés, publics, internationaux et sociaux. Parallèlement à des politiques de relance d'une agriculture moderne hautement compétitive, le Plan Maroc Vert se propose de mettre en œuvre des approches spécifiques pour moderniser et intégrer au marché les petites et moyennes exploitations. Une très grande importance est donnée aux régions montagneuses, qui rassemblent près du tiers de la population rurale, aux oasis et aux poches de pauvreté rurale dans d'autres régions. Ces politiques spécifiques, conçues autour de l'idée d'une agriculture solidaire, constituent le deuxième pilier du Plan Maroc Vert. Elles se situent dans la droite ligne de la *Stratégie 2020 de Développement Rural*.

Ces nouvelles politiques se mettent progressivement en marche dans tout le pays. Elles se heurtent certes à des difficultés de mise en œuvre car les changements de l'administration et l'acquisition, par les acteurs, d'une compétence responsable –sur lesquels insistait tant la *Stratégie 2020* – sont des processus lents et difficiles. Nul ne doute cependant que les nouvelles orientations pour une régionalisation volontariste et une forte promotion de la gouvernance locale leur donneront, dans les prochaines années, un irréversible coup d'accélérateur.

Ce rappel personnel des dernières années évoquées dans le livre de Grigori Lazarev, il me fallait le faire pour mettre en lumière la grande leçon des six décennies de l'histoire agraire du Maroc indépendant. Le progrès dans l'agriculture et la transformation des paysanneries ne sont ni linéaires ni rapides et il faut accepter avec pragmatisme les temps de l'incubation du changement. Le progrès se construit dans la capitalisation des expériences – erreurs et réussites, dans l'innovation et, surtout, dans la volonté d'entraîner les acteurs dans une réflexion continue sur leur propre situation et sur les options d'un futur possible. C'est là tout l'enjeu d'une politique de développement du monde rural.

(*) Ce texte est la préface à l'ouvrage de Grigori Lazarev, *Les politiques agraires au Maroc 1956-2006. Un témoignage engagé*, Editions Economie critique, Rabat, 2012.